

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Robinson, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Beaconsfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 19 mars 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	19
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	20
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	21
Charges par objets	22
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	27

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Beaconsfield

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Beaconsfield (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beaconsfield au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Ville de Beaconsfield inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer,

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

L'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Daniel Tétreault, CPA, auditeur CA
Amos, 2020-03-19

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	39 784 757	40 117 032	37 856 746
Compensations tenant lieu de taxes	2	720 425	802 402	796 612
Quotes-parts	3			
Transferts	4	985 368	5 119 334	2 096 704
Services rendus	5	972 500	689 704	1 233 711
Imposition de droits	6	3 794 350	6 982 769	4 860 543
Amendes et pénalités	7	228 000	196 395	249 451
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	510 500	561 382	731 317
Autres revenus	10	75 000	74 587	200 470
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	47 070 900	54 543 605	48 025 554
Charges				
Administration générale	14	6 294 391	6 317 615	8 666 942
Sécurité publique	15	10 987 602	11 098 287	9 114 905
Transport	16	8 939 603	10 621 904	9 740 594
Hygiène du milieu	17	6 944 968	7 736 985	7 670 325
Santé et bien-être	18	462 926	453 081	401 593
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 622 638	1 653 411	1 560 540
Loisirs et culture	20	8 226 069	7 448 537	7 872 410
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	659 121	674 054	790 410
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	44 137 318	46 003 874	45 817 719
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 933 582	8 539 731	2 207 835
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		80 759 760	78 551 925
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		80 759 760	78 551 925
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		89 299 491	80 759 760

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	16 948 917	14 491 414
Débiteurs (note 5)	2	17 139 350	16 063 805
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	34 088 267	30 555 219
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 329 033	4 232 944
Revenus reportés (note 12)	12	1 220 733	1 537 444
Dette à long terme (note 13)	13	22 472 000	24 436 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	453 200	258 200
Autres passifs (note 14)	15		
	16	27 474 966	30 464 588
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	6 613 301	90 631
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	82 276 587	80 260 370
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	242 292	234 312
Autres actifs non financiers (note 18)	21	167 311	174 447
	22	82 686 190	80 669 129
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	89 299 491	80 759 760

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2020</u>	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 933 582	8 539 731	2 207 835
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	5 845 818)	(7 106 707)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		3 829 601	3 912 783
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 016 217)	(3 193 924)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(7 980)	59 586
Variation des autres actifs non financiers	11		7 136	(59 084)
	12		(844)	502
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	2 933 582	6 522 670	(985 587)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		90 631	1 076 218
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		90 631	1 076 218
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		6 613 301	90 631

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 539 731	2 207 835
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	3 829 601	3 912 783
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	12 369 332	6 120 618
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 075 545)	(97 409)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(903 911)	304 985
Revenus reportés	9	(316 711)	(427 310)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	195 000	121 400
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(7 980)	59 586
Autres actifs non financiers	13	7 136	(59 084)
	14	10 267 321	6 022 786
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 845 818)	(7 106 707)
Produit de cession	16		
	17	(5 845 818)	(7 106 707)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		4 958 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 964 000)	(1 721 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(1 964 000)	3 237 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 457 503	2 153 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 491 414	12 338 335
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	14 491 414	12 338 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	16 948 917	14 491 414

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu de la Loi des cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Beaconsfield a été effectuée conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
 Les débiteurs;
 Les stocks destinés à la revente;
 Les prêts.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

Les immobilisations;
 Les propriétés destinées à la revente;
 Les stocks de fournitures;
 Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans dont les principales catégories sont:

Surfaçage 15 ans
 Bâtiments 40 ans
 Véhicules 10 ans
 Autres infrastructures 40 ans
 Équipement de bureau 5 ans
 Véhicules lourds 20 ans

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les découverts bancaires;
 Les emprunts bancaires;
 Les créditeurs et charges à payer;
 Les revenus reportés;
 Les passifs au titre des avantages sociaux futurs;
 Les dettes à long terme.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 «la Loi». Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

s/o

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

S/O

S/O

S/O

3. Modification de méthodes comptables

s/o

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	16 948 917	14 491 414
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	16 948 917	14 491 414
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	2 506 599	2 748 336
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 971 237	8 617 851
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 398 461	2 066 481
Organismes municipaux	15	21 304	13 965
Autres			
▪ Mutations, aide fin. Covid etc	16	2 241 749	1 317 172
▪	17		1 300 000
	18	17 139 350	16 063 805
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	7 171 806	7 705 458
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	7 171 806	7 705 458
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(453 200)	(258 200)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(453 200)	(258 200)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 016 900	1 102 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	24 871	24 334
	43	1 041 771	1 126 434

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédoiteurs et charges à payer**

		2020	2019
Fournisseurs	47	835 874	1 408 338
Salaires et avantages sociaux	48	1 508 423	1 463 822
Dépôts et retenues de garantie	49	751 698	1 113 263
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette lg-t	51	233 038	247 521
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	3 329 033	4 232 944

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	508 033	903 544
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪	67		
▪ Dépôts contribuables	68	712 700	633 900
▪	69		
▪	70		
	71	1 220 733	1 537 444

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,04	2,70	2021	2024	72	22 472 000	24 436 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	22 472 000	24 436 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	()	()
					82	22 472 000	24 436 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	2 008 000			2 008 000
2022	84	1 404 000			1 404 000
2023	85	1 240 000			1 240 000
2024	86	1 268 000			1 268 000
2025	87	1 308 000			1 308 000
2026 et plus	88	15 244 000			15 244 000
	89	22 472 000			22 472 000
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	
	91	22 472 000			22 472 000

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	6 613 301
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ()	()
Autres	101 ()	()
	102	6 613 301

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	24 733 772	1 405 153		26 138 925
Eaux usées	104	32 587 250	94 684		32 681 934
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	44 939 476	681 692		45 621 168
Autres					
▪	106	7 674 646	4 176	(40 738)	7 719 560
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	17 617 825	1 874 664	531 273	18 961 216
Améliorations locatives	110	25 475			25 475
Véhicules	111	4 818 318	1 262 324	732 937	5 347 705
Ameublement et équipement de bureau	112	766 370		263 242	503 128
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 909 041	523 125		2 432 166
Terrains	114	3 043 811			3 043 811
Autres	115				
	116	138 115 984	5 845 818	1 486 714	142 475 088
Immobilisations en cours	117				
	118	138 115 984	5 845 818	1 486 714	142 475 088
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	6 316 221	710 810		7 027 031
Eaux usées	120	13 910 590	243 457		14 154 047
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	20 449 070	1 407 893		21 856 963
Autres					
▪	122	3 159 024	254 247	(40 738)	3 454 009
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	9 338 456	690 298	531 273	9 497 481
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	2 923 197	395 097	732 937	2 585 357
Ameublement et équipement de bureau	128	481 752	12 002	263 242	230 512
Machinerie, outillage et équipement divers	129	1 277 304	115 797		1 393 101
Autres	130				
	131	57 855 614	3 829 601	1 486 714	60 198 501
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	80 260 370			82 276 587
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Divers	142	167 311
▪	143	
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	174 447

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 7 351 515\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les quatre prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2021	3 373 533\$
2022	1 902 472\$
2023	1 902 472\$
2024	173 038\$
2024	86 519\$

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019

148

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Auto-assurance

n/a

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une poursuite, conjointement avec la Ville de Montréal.

La Ville conteste cette réclamation. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers. Dépendamment du montant qui serait à payer la ville affecterait son surplus ou irait en règlement d'emprunt.

D) Autres

n/a

22. Actifs éventuels

s/o

23. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	39 784 757	40 117 032		40 117 032	37 856 746
Compensations tenant lieu de taxes	2	720 425	802 402		802 402	796 612
Quotes-parts	3					
Transferts	4	985 368	3 263 529		3 263 529	853 790
Services rendus	5	972 500	689 704		689 704	1 233 711
Imposition de droits	6	2 994 350	6 191 216		6 191 216	4 284 860
Amendes et pénalités	7	228 000	196 395		196 395	249 451
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	510 500	561 382		561 382	731 317
Autres revenus	10	74 999	74 587		74 587	200 470
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	46 270 899	51 896 247		51 896 247	46 206 957
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 855 805		1 855 805	1 242 914
Imposition de droits	16		791 553		791 553	575 683
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		2 647 358		2 647 358	1 818 597
	21	46 270 899	54 543 605		54 543 605	48 025 554
Charges						
Administration générale	22	6 294 391	6 039 120	278 495	6 317 615	8 666 942
Sécurité publique	23	10 987 602	11 060 356	37 931	11 098 287	9 114 905
Transport	24	8 938 349	8 697 423	1 924 481	10 621 904	9 740 594
Hygiène du milieu	25	6 944 126	6 756 403	980 582	7 736 985	7 670 325
Santé et bien-être	26	462 926	453 081		453 081	401 593
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 622 638	1 653 411		1 653 411	1 560 540
Loisirs et culture	28	8 228 165	6 840 425	608 112	7 448 537	7 872 410
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	659 121	674 054		674 054	790 410
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		3 829 601	(3 829 601)		
	33	44 137 318	46 003 874		46 003 874	45 817 719
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 133 581	8 539 731		8 539 731	2 207 835

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 133 581	8 539 731	2 207 835
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 2 647 358)	(1 818 597)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 133 581	5 892 373	389 238
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		3 829 601	3 912 783
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		3 829 601	3 912 783
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 430 346)	(1 430 348)	(1 266 777)
	18	(1 430 346)	(1 430 348)	(1 266 777)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 200 000)	(1 505 907)	(1 136 235)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		7 500	16 522
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 094 500	987 046	650 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(597 735)	(2 764 067)	(1 151 806)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(703 235)	(3 275 428)	(1 621 519)
	26	(2 133 581)	(876 175)	1 024 487
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		5 016 198	1 413 725

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 647 358	1 818 597
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	114 498	(539 306)
Transport	4	2 048 157	(1 933 809)
Hygiène du milieu	5	1 499 836	(2 135 868)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	2 183 327	(2 497 724)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(5 845 818)	(7 106 707)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		3 181 856
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 505 907	1 136 235
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	186 244	468 007
Réserves financières et fonds réservés	17	2 576 179	2 663 642
	18	4 268 330	4 267 884
	19	(1 577 488)	343 033
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 069 870	2 161 630

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	8 437 889	8 071 018	8 257 788
Charges sociales	2	2 330 554	2 309 862	2 330 741
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	8 758 862	7 240 916	8 165 708
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	631 121	556 121	631 568
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	28 000	117 933	158 842
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	23 797 650	23 876 279	22 106 721
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	61 242	28 301	51 888
Amortissement des immobilisations	17		3 829 601	3 912 783
Autres				
▪	18	92 000	(26 157)	201 680
▪	19			
▪	20			
	21	44 137 318	46 003 874	45 817 719

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 233 514	2 724 814
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 448 740	9 122 030
Réserves financières et fonds réservés	3	5 376 052	5 188 164
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	1 264 792	194 924
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	66 976 393	63 529 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	89 299 491	80 759 760

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	6 233 514	2 724 814
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	6 233 514	2 724 814

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Foresterie urbaine	12	1 006 972	1 406 972
▪ Services professionnels	13	1 157 391	602 711
▪ Boisé Angell	14	697 320	797 320
▪ Élections	15	322 159	322 159
▪ Centennial Hall	16	300 000	300 000
▪ Piscines extérieures	17	317 189	317 189
▪ Équilibre budgétaire	18	1 169 500	1 124 000
▪ Infrastructure	19	3 078 209	2 851 679
▪ Sécur.civile. innova et op hi	20	1 400 000	1 400 000
	21	9 448 740	9 122 030
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	9 448 740	9 122 030

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	5 376 052
Organismes contrôlés et partenariats	38	5 188 164
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	
	48	
	5 376 052	5 188 164
	5 376 052	5 188 164

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	() ()
Autres	52	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	() ()
	54	() ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	() ()
Assainissement des sites contaminés	56	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	() ()
Autres		
▪	58	() ()
▪	59	() ()
	60	() ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	62	() ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63	() ()
Utilisation du fonds de roulement	64	() ()
Mesure relative aux frais reportés	65	() ()
Autres		
▪	66	() ()
▪	67	() ()
	68	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	() ()
Autres		
▪	72	() ()
▪	73	() ()
	74	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 221 711	194 924
Investissements à financer	83 (956 919)	()
	84 1 264 792	194 924
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 82 276 587	80 260 370
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 82 276 587	80 260 370
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 82 276 587	80 260 370
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (22 472 000)	(24 436 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 7 171 806	7 705 458
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (15 300 194)	(16 730 542)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (15 300 194)	(16 730 542)
	101 66 976 393	63 529 828

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (21555) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (312983).

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposé à la Régie des rentes du Québec au 31 décembre 2019, le Régime était capitalisé à 93.2 % pour le volet antérieur et 108.2 % pour le volet postérieur et le degré de solvabilité était de 73.6 % pour le volet antérieur et 81.1% pour le volet postérieur. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 3 080 100 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 11 171 200 \$ au 31 décembre 2019.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La loi prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisés au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie.

Application de la Loi aux régimes de la Ville de Beaconsfield

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville de Beaconsfield participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. Les incidences de ces modifications pour la Ville de Beaconsfield aux résultats de 2014 ont été reflétées lors de l'évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2015.

La Ville de Beaconsfield a finalisé des ententes pour chacun des groupes d'employés (Cols blancs, Cols bleus et Cadres). Celles-ci ont été approuvées par toutes les parties concernées et signées en date du 1er janvier 2017. Conformément à ces ententes, certaines modifications sont effectives en date du 1er janvier 2014, alors que d'autres modifications sont effectives en date du 1er janvier 2017. Les impacts sur l'obligation des prestations constituées et la dépense totale en vigueur au 1er janvier 2017 relativement aux ententes signées seront reflétés lors de la présente évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2017.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (258 200)	(136 800)
Charge de l'exercice	4 (1 016 900)	(1 102 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 821 900	980 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (453 200)	(258 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 34 833 000	32 558 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (36 957 200)	(34 578 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 124 200)	(2 019 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 671 000	1 761 600
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (453 200)	(258 200)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (453 200)	(258 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 34 833 000	32 558 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (36 957 200)	(34 578 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (2 124 200)	(2 019 800)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 231 800	1 198 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 231 800	1 198 000
Cotisations salariales des employés	21 (615 900)	(557 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 615 900	640 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 304 800	334 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 920 700	975 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 787 800	1 717 200
Rendement espéré des actifs	33 (1 691 600)	(1 590 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 96 200	126 400
Charge de l'exercice	35 1 016 900	1 102 100
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 439 500	2 054 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 691 600)	(1 590 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 747 900	464 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 962 100	(103 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 602 700	1 589 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 36 713 900	33 738 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 636 400	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,80 %	5,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,80 %	5,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,50 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
▪ % d'actuali.(fin d'ex.) Nouv.v	51 5	5
▪ % rendement prévu LT Nouv.v.	52 5	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	4	4

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	4 836	4 708
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	24 871	24 334
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	24 871	24 334
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	35 967 557	36 149 980	34 485 195
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	35 967 557	36 149 980	34 485 195
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 509 489	2 713 325	2 143 056
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 307 711	1 253 727	1 228 495
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 817 200	3 967 052	3 371 551
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 817 200	3 967 052	3 371 551
	27	39 784 757	40 117 032	37 856 746

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	336	713	603
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	336	713	603
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	158 452	196 727	204 380
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	460 721	591 502	579 201
	36	619 173	788 229	783 581
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37	100 916	13 460	12 428
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	100 916	13 460	12 428
	41	720 425	802 402	796 612
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	720 425	802 402	796 612

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	171 864	166 821	7 804
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	243 004	276 375	219 172
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	200 000	274 643	265 407
Autres	76	75 000	2 198 147	73 391
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		22 008	2 955
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	51 000	67 804	51 400
Autres	89	24 500	36 862	39 314
Réseau d'électricité				
	90			
	91	765 368	3 042 660	659 443

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	895 306	1 242 914
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	960 499	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	1 855 805	1 242 914

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	220 000	220 869	194 347
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140			
	141	220 000	220 869	194 347
TOTAL DES TRANSFERTS	142	985 368	5 119 334	2 096 704

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156	2 000	91 190	55 558
	157	2 000	91 190	55 558
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Réseaux d'égout				
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	2 000	91 190	55 558

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	64 800	61 196	63 251
	188	64 800	61 196	63 251
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	10 000	(1 365)	18 866
	202	10 000	(1 365)	18 866
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	31 500	26 111	36 415
	213	31 500	26 111	36 415

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	57 000	121 767	164 002
	222	57 000	121 767	164 002
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223			
Activités culturelles				
Bibliothèques	224			
Autres	225	807 200	390 805	895 619
	226	807 200	390 805	895 619
Réseau d'électricité				
	227			
	228	970 500	598 514	1 178 153
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	972 500	689 704	1 233 711

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	394 350	493 435	427 830
Droits de mutation immobilière	231	2 600 000	5 697 781	3 857 030
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233		791 553	575 683
	234	2 994 350	6 982 769	4 860 543
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	228 000	196 395	249 451
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	510 500	561 382	731 317
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245	25 000	50 896	72 456
Autres	246	50 000	23 691	128 014
	247	75 000	74 587	200 470
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	420 620	335 952		335 952	356 176
	Greffe et application de la loi	2	1 240 990	1 212 042	2 027	1 214 069	1 148 816
	Gestion financière et administrative	3	2 106 897	2 118 904	8 436	2 127 340	2 221 882
	Évaluation	4	173 113	173 285		173 285	153 811
	Gestion du personnel	5	534 764	483 816		483 816	534 896
	Autres						
	▪	6	1 818 007	1 715 121	268 032	1 983 153	4 251 361
	▪	7					
		8	6 294 391	6 039 120	278 495	6 317 615	8 666 942
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	6 582 620	6 582 617		6 582 617	5 401 107
	Sécurité incendie	10	3 637 817	3 637 816		3 637 816	2 944 398
	Sécurité civile	11	161 246	234 038	37 931	271 969	162 780
	Autres	12	605 919	605 885		605 885	606 620
		13	10 987 602	11 060 356	37 931	11 098 287	9 114 905
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	1 140 483	1 105 133	1 775 442	2 880 575	2 781 583
	Enlèvement de la neige	15	1 290 245	1 147 011	25 631	1 172 642	1 552 178
	Éclairage des rues	16	187 621	143 915	123 408	267 323	285 323
	Circulation et stationnement	17	352 201	334 750		334 750	351 315
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	5 967 799	5 966 614		5 966 614	4 770 195
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21					
		22	8 938 349	8 697 423	1 924 481	10 621 904	9 740 594

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	604 300	617 881	(45 603)	572 278	566 484
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 084 949	2 633 722	513 411	3 147 133	3 178 515
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	579 448	1 024 883	554 809	1 579 692	1 595 596
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	445 981	381 877		381 877	481 677
Élimination	28	758 048	758 048	(42 035)	716 013	649 746
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	335 500	317 345		317 345	353 323
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	243 657	405 875		405 875	165 629
Traitement	32					
Matériaux secs	33	464 292	398 075		398 075	344 016
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	427 951	218 697		218 697	335 339
Autres	39					
	40	6 944 126	6 756 403	980 582	7 736 985	7 670 325
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	282 228	307 350		307 350	249 450
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	180 698	145 731		145 731	152 143
	44	462 926	453 081		453 081	401 593

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 025 704	1 057 851		1 057 851	1 049 561
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	578 643	577 269		577 269	498 193
Tourisme	49	18 291	18 291		18 291	12 786
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 622 638	1 653 411		1 653 411	1 560 540
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	920 496	701 494	110 435	811 929	907 250
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 280 020	1 091 047	5 080	1 096 127	1 196 845
Piscines, plages et ports de plaisance	55	704 761	441 938	91 237	533 175	663 233
Parcs et terrains de jeux	56	2 203 994	1 972 743	240 603	2 213 346	2 277 992
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	152 497	27 752		27 752	136 107
Autres	59					
	60	5 261 768	4 234 974	447 355	4 682 329	5 181 427
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 221 697	1 066 269	129 756	1 196 025	1 014 225
Bibliothèques	62	1 744 700	1 539 182	31 001	1 570 183	1 676 758
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	2 966 397	2 605 451	160 757	2 766 208	2 690 983
	67	8 228 165	6 840 425	608 112	7 448 537	7 872 410

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	556 121	556 121		556 121	532 673
Autres frais	70	75 000				98 895
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		96 200		96 200	126 400
Autres	72	28 000	21 733		21 733	32 442
	73	659 121	674 054		674 054	790 410
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		3 829 601 (	3 829 601)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 405 153	1 786 150
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	94 684	349 719
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	681 692	1 831 571
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	4 176	207 818
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 874 664	2 024 085
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 262 324	553 453
Ameublement et équipement de bureau	18		328 103
Machinerie, outillage et équipement divers	19	523 125	25 808
Terrains	20		
Autres	21		
	22	5 845 818	7 106 707

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 405 153	1 786 150
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	94 684	349 719
Autres infrastructures	27	685 868	2 039 389
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	3 660 113	2 931 449
	34	5 845 818	7 106 707

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 730 542	1 430 348	15 300 194
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	16 730 542	1 430 348	15 300 194
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 705 458	533 652	7 171 806
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	7 705 458	533 652	7 171 806
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	7 705 458	533 652	7 171 806
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	7 705 458	533 652	7 171 806
	19	24 436 000	1 964 000	22 472 000
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	24 436 000	1 964 000	22 472 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	22 472 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	956 919
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	7 171 806
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 221 711
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	14 035 402
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	14 035 402
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	209 517
Autres organismes	20	3 163 000
Endettement total net à long terme	21	17 407 919
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	33 797 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	33 797 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	51 204 919
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	170 713	170 713	151 604
Autres	3	1 858 206	1 884 563	4 021 654
Sécurité publique				
Police	4	6 582 620	6 582 617	5 401 107
Sécurité incendie	5	3 637 817	3 637 816	2 944 398
Sécurité civile	6	138 196	138 196	104 113
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	67 066	67 066	14 612
Transport collectif	9	5 967 801	5 966 614	4 770 195
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 306 800	2 320 584	2 154 966
Matières résiduelles	12	758 048	758 048	602 761
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	37 085	36 316	42 968
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	282 228	307 350	249 450
Autres	17	123 081	123 041	99 119
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	103 818	118 677	82 994
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	568 043	571 740	488 164
Autres	21	18 291	18 291	12 786
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	380 040	380 040	314 166
Activités culturelles	23	797 797	794 607	651 664
Réseau d'électricité				
	24			
	25	23 797 650	23 876 279	22 106 721

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 845 818	7 106 707
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 845 818	7 106 707

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	26,86	35,00	48 874,00	2 875 835	795 419	3 671 254
Professionnels	2						
Cols blancs	3	53,15	35,00	96 722,00	2 784 864	742 974	3 527 838
Cols bleus	4	35,41	36,00	66 283,00	2 156 911	729 333	2 886 244
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	115,42		211 879,00	7 817 610	2 267 726	10 085 336
Élus	9	6,67			253 408	42 136	295 544
	10	122,09			8 071 018	2 309 862	10 380 880

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	3 263 529	1 855 805			5 119 334
	17	3 263 529	1 855 805			5 119 334

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	134 078	282 643
	4	134 078	282 643
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	132 559	126 292
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	132 559	126 292
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	208 208	197 566
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	130 322	110 932
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	338 530	308 498
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	68 887	72 977
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	68 887	72 977
Réseau d'électricité			
	40		
	41	674 054	790 410

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Georges Bourelle*	Maire	64 770	17 044	47 961	
Elwood Gardner	Conseiller	14 967	6 483		
Dominique Godin	Conseiller	19 450	9 725		
Robert Mercuri	Conseiller	19 450	9 725		
Karen Messier	Conseiller	19 450	9 725		
Roger Moss	Conseiller	19 450	9 725		
David Newell	Conseiller	20 282	9 725		

Note

La rémunération présentée ici-haut pour M. Bourelle comprends le salaire réel versé en 2020 par la Ville de Montréal pour son rôle comme membre du Conseil de l'Agglomération de Montréal et comme Vice-Président de la commission sur les finances et de l'administration. La rémunération présentée inclus aussi le salaire versé par la STM pour son rôle comme membre du conseil de la STM.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>6 700 000</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ | |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ | |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ | |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ | |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ | |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ | |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ | |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ | |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ | |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 396 042 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 5 697 781 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 232 181 \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 \$
- b) autres formes d'aide 45 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
s/o
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2005-12-020
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2005-12-05
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

- a causé sa mort

64 _____

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

66 _____

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

67 _____

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Beaconsfield,

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Beaconsfield (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l' « état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville ;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

Daniel Tétreault, CPA, auditeur CA
Amos, le 19 mars 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	40 117 032
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 850 625
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	38 266 407

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 843 688 499
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	4 856 831 116
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	4 850 259 808

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,7890 / 100 \$
--	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	36 654 091
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	36 654 091

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 549 440
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 394 463
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 943 903
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 943 903
	27	40 597 994

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	336
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	336

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	158 452
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	460 721
	9	619 173

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	13 591
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	158 663
Taxes d'affaires	12	
	13	172 254
	14	791 763

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	791 763

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	4 710 295 765	x 0,7136	/100 \$ 33 612 671				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	60 762 000	x 0,7537	/100 \$ 457 963				
Immeubles non résidentiels	4	65 119 151	x 3,5643	/100 \$ 2 321 042				
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	18 385 400	x 1,4273	/100 \$ 262 415				
Immeubles agricoles	8		x /100 \$					
Total	9			36 654 091	()	()		36 654 091
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%	()	()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>40,00</u> \$
Égout	2 _____ \$
Eau et égout	3 _____ \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 _____ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Matières résiduelles (partie fixe)	160,0000	4 - tarif fixe (compensation)	pour un bac de 120L
Matières résiduelles (partie fixe)	165,0000	4 - tarif fixe (compensation)	pour un bac de 240L
Matières résiduelles (partie fixe)	170,0000	4 - tarif fixe (compensation)	pour un bac de 360L
Matières résiduelles (partie variable)	1,0000	7 - autres (préciser)	par levée supp. (120L)
Matières résiduelles (partie variable)	1,7000	7 - autres (préciser)	par levée supp. (240L)
Matières résiduelles (partie variable)	2,4000	7 - autres (préciser)	par levée supp. (360L)
Eau compteur	1,1545	7 - autres (préciser)	du mètre cube

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 321 043			262 415	457 963	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 321 043			262 415	457 963	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	33 612 670			36 654 091
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	3 943 903			3 943 903
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	37 556 573			40 597 994

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____		2020-12-14
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28 _____		50 192 717 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29 _____		1 457 319 \$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30 _____		748 929 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31 _____		\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Nathalie Libersan-Laniel, atteste que le rapport financier de Ville de Beaconsfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 17 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Beaconsfield.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Beaconsfield consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Beaconsfield détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-01 10:59:08

Date de transmission au Ministère : 2021-05-18

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	46 270 899	51 896 247	46 206 957
Investissement	2		2 647 358	1 818 597
	3	46 270 899	54 543 605	48 025 554
Charges	4	44 137 318	46 003 874	45 817 719
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 133 581	8 539 731	2 207 835
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 2 647 358)	(1 818 597)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 133 581	5 892 373	389 238
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		3 829 601	3 912 783
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 430 346)	(1 430 348)	(1 266 777)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	1 200 000)	(1 505 907)	(1 136 235)
Excédent (déficit) accumulé	12	496 765	(1 769 521)	(485 284)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(2 133 581)	(876 175)	1 024 487
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		5 016 198	1 413 725

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	16 948 917	14 491 414
Débiteurs	2	17 139 350	16 063 805
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	34 088 267	30 555 219
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	22 472 000	24 436 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	453 200	258 200
Autres	9	4 549 766	5 770 388
	10	27 474 966	30 464 588
Actifs financiers nets (dette nette)	11	6 613 301	90 631
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	82 276 587	80 260 370
Autres	13	409 603	408 759
	14	82 686 190	80 669 129
Excédent (déficit) accumulé	15	89 299 491	80 759 760

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	6 233 514	2 724 814
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Foresterie urbaine	17	1 006 972	1 406 972
▪ Services professionnels	18	1 157 391	602 711
▪ Boisé Angell	19	697 320	797 320
▪ Élections	20	322 159	322 159
▪ Centennial Hall	21	300 000	300 000
▪ Piscines extérieures	22	317 189	317 189
▪ Équilibre budgétaire	23	1 169 500	1 124 000
▪ Infrastructure	24	3 078 209	2 851 679
▪ Sécur.civile. innova et op hi	25	1 400 000	1 400 000
	26	9 448 740	9 122 030
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	5 376 052	5 188 164
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	1 264 792	194 924
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	66 976 393	63 529 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	89 299 491	80 759 760

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	14 035 402
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	51 204 919

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	15 300 194	16 730 542
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	7 171 806	7 705 458
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	22 472 000	24 436 000

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	39 784 757	40 117 032	37 856 746
Compensations tenant lieu de taxes	12	720 425	802 402	796 612
Quotes-parts	13			
Transferts	14	985 368	3 263 529	853 790
Services rendus	15	972 500	689 704	1 233 711
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 222 350	6 387 611	4 534 311
Autres	17	585 499	635 969	931 787
	18	46 270 899	51 896 247	46 206 957
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		1 855 805	1 242 914
Autres	22		791 553	575 683
	23		2 647 358	1 818 597
	24	46 270 899	54 543 605	48 025 554

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	6 294 391	6 039 120	278 495		6 317 615	8 666 942
Sécurité publique							
Police	2	6 582 620	6 582 617			6 582 617	5 401 107
Sécurité incendie	3	3 637 817	3 637 816			3 637 816	2 944 398
Autres	4	767 165	839 923	37 931		877 854	769 400
Transport							
Réseau routier	5	2 970 550	2 730 809	1 924 481		4 655 290	4 970 399
Transport collectif	6	5 967 799	5 966 614			5 966 614	4 770 195
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 268 697	4 276 486	1 022 617		5 299 103	5 340 595
Matières résiduelles	9	2 247 478	2 261 220	(42 035)		2 219 185	1 994 391
Autres	10	427 951	218 697			218 697	335 339
Santé et bien-être	11	462 926	453 081			453 081	401 593
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 025 704	1 057 851			1 057 851	1 049 561
Promotion et développement économique	13	596 934	595 560			595 560	510 979
Autres	14						
Loisirs et culture	15	8 228 165	6 840 425	608 112		7 448 537	7 872 410
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	659 121	674 054			674 054	790 410
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	44 137 318	42 174 273	3 829 601		46 003 874	45 817 719
Amortissement des immobilisations	20		3 829 601	(3 829 601)			
	21	44 137 318	46 003 874			46 003 874	45 817 719

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 647 358	1 818 597
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	5 845 818)	(7 106 707)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4		3 181 856
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 505 907	1 136 235
Excédent accumulé	6	2 762 423	3 131 649
	7	(1 577 488)	343 033
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 069 870	2 161 630

Extrait du rapport financier, page S18